



*Ébauche – version 2*

**Réunion du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)  
25 février 2016  
Toronto (Ontario)**

**Compte rendu de la réunion**

**Présents**

**COPRÉSIDENTS :**

John Messina (CDPISP)  
Harry Turnbull (CDPISP)

Conseil du Trésor du Canada  
ASIM Est (Ville de Windsor)

**MEMBRES :**

Mark Brisson  
Kathryn Bulko  
Sandra Cascadden  
Donna Davis  
Marion Guinn  
Bette-Jo Hughes  
Norman MacDonald  
Sean McLeish  
Rick Ouellette  
Fred Pitt

Alberta  
ASIM Canada (Ville de Toronto)  
Nouvelle-Écosse  
Municipalité régionale d'Halifax (en remplacement de Chris Fisher)  
Manitoba  
Colombie-Britannique  
Île-du-Prince-Édouard  
Yukon  
Nouveau-Brunswick  
Ontario (en remplacement de David Nicholl)

**OBSERVATEURS :**

Serge Caron  
Cathryn Landreth  
Mark Matz  
Kent Schramm  
Rita Whittle

Président, Groupe de travail sur l'infonuagique et coprésident, Sous-comité du mappage des services  
Alberta, présidente du Sous-comité de la gestion de l'information  
Sécurité publique Canada  
Ontario, président du SCDPI  
SCT, coprésidente du SCGI

**Secrétariat de l'ISAC :**

Dan Batista, Linda Robins

Page 2 de 18



Photo courtesy of City of Toronto

	coprésident du CDPISP le 13 septembre 2016 (modification de la fin de mandat en date du 31 décembre 2016 antérieurement approuvée par les membres).	du CDPISP à Victoria (C.-B.).
2.	<p><b><u>Groupe de travail du CDPISP sur l'infonuagique (ONGLETS 2A et 2B)</u></b></p> <p>Serge Caron présente un aperçu du travail du Groupe de travail du CDPISP sur l'infonuagique. Depuis la dernière réunion du CDPISP, le Groupe a un nouveau coprésident, Stephen Gordon (Colombie-Britannique). M. Caron fait un bref survol du mandat du groupe. Il souligne les trois principaux objectifs : faire le point sur ce qui a été fait depuis St. John's, 2) tenir une discussion sur le nuage de la communauté du secteur public et les principaux aspects qui s'y rattachent, et 3) discuter du prochain mandat. M. Caron fait savoir que le travail de consultation fait l'an dernier se trouve sur Achatsetventes.gc.ca. Le Comité se réunit chaque mois et les membres des sous-volets de travail se réunissent aux deux semaines. Les sous-groupes de travail fournissent des renseignements au groupe principal. Le groupe a un portail de collaboration où tous les artéfacts sont conservés et mis à la disposition du groupe de travail. Le Groupe de travail sur l'infonuagique travaille sur des livrables communs du CDPISP et du GC par l'entremise de volets de travail multiples. Il a mis l'accent sur la stratégie relative à l'infonuagique, l'approvisionnement, les modèles et ensembles de compétences opérationnels et l'établissement de certains projets exploratoires. Chaque volet de travail se réunit aux deux semaines et a pour but de terminer son livrable d'ici le 31 mars. Les activités comprenaient l'établissement d'une architecture de référence commune qui sera mise à profit pour la prochaine phase, y compris la taxonomie liée à l'architecture de référence. Services partagés Canada étudie un modèle opérationnel pour fournir des services d'informatique en nuage non seulement au GC, mais également pour procéder à l'approvisionnement en capacité d'informatique en nuage d'une façon nouvelle et innovatrice. TPSGC dirige l'élaboration de modalités communes qui seraient mises à profit dans le cadre d'un approvisionnement à venir. Le SCT a fait des travaux sur un ensemble de profils de sécurité communs. Il y a des liens avec le SCDPI et le groupe de travail sur les politiques. Grâce aux connaissances tirées de premiers projets exploratoires, le groupe a pu les inclure dans la stratégie à venir pour le GC, l'approvisionnement et l'architecture. Le Groupe de travail sur l'infonuagique examine également l'ensemble de compétences requis pour mettre à profit les services d'informatique en nuage.</p> <p>Toutes les principales constatations ont été organisées selon un Plan de travail de six mois précisant les principales responsabilités pour chaque composante; celles-ci étaient des sous-livrables. M. Caron indique qu'un certain nombre de groupes contribuent à faire avancer la stratégie en matière d'infonuagique, dont le groupe sur les politiques du CDPISP, et il y a beaucoup d'interdépendances. M. Caron souligne deux projets exploratoires et fait le point sur les suites de productivité bureautique et les environnements intégrés. Ils ont commencé à en apprendre davantage sur la mise à profit de l'infrastructure en tant que service et de la plateforme en tant que service. Les travaux d'approvisionnement électronique dirigés par TPSGC visaient à mettre à profit le logiciel en tant que service dans une solution d'approvisionnement intégré. La discussion a notamment porté sur le genre de limites qui peuvent être imposées aux fournisseurs de services infonuagiques. Du côté de Services partagés, ils</p>	<p><b><u>Mesure de suivi n° 1 :</u></b></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC demandera que tous les sous-comités et groupes de travail soumettent leurs plus récentes listes de membres (sur une base semestrielle) et fournissent cette information aux membres.</p>





Photo courtesy of City of Toronto

ont commencé à examiner le courtage des services infonuagiques et ont regardé différents secteurs de compétence pour voir ce qui peut être fait avec un minimum d'intervention. Il y a une occasion à saisir puisque de nombreux secteurs de compétence ont des besoins semblables.

M. Caron présente la vision du nuage de la communauté, l'état futur de la consommation du nuage dans l'ensemble des secteurs de compétence. En septembre, le Groupe a proposé une vision où nous pourrions créer un ensemble de consommateurs et organiser un ensemble de fournisseurs de services infonuagiques d'une manière qui convient au genre d'activités pour les organisations du secteur privé. Ces genres de services seraient offerts aux organisations du secteur public dans un catalogue, d'une manière sécuritaire, dans le marché. M. Caron souligne les constatations quant à la façon dont cela pourrait être organisé. Cette organisation est pertinente puisqu'elle donne le fondement de l'approvisionnement futur dont il sera discuté ultérieurement dans la présentation. Entre autres avantages, le nuage de la communauté permettrait un accès facile aux services infonuagiques, reposerait sur une application commune, représenterait un important facilitateur d'activités, comporterait un ensemble de services selon différents niveaux d'information, offrirait un ensemble de modalités communes et présenterait une posture de sécurité appropriée et une surveillance adéquate de la sécurité infonuagique. Du point de vue d'une organisation responsable de politiques, nous aurions une stratégie qui nous permettrait d'adopter le nuage en toute confiance.

M. Caron décrit l'approche en matière de sécurité infonuagique. En septembre, il y a eu une discussion au sujet de différents modèles de sécurité et une approche générale consistait à mettre l'information au cœur de la prise de décisions. Ceci est fait en prenant en considération le niveau de confidentialité de l'information. Nous devons nous assurer que la langue et l'application reflètent les décisions opérationnelles. M. Caron donne aussi un aperçu de la planification de la sécurité proposée pour le nuage. Le Groupe a étudié les profils de sécurité existants et a suggéré que nous missions sur les profils de sécurité existants établis par le NISP aux États-Unis et adaptés selon le contexte canadien et que nous les mettions à profit en tant que référence. Les services seraient surveillés afin de relever tout changement.

M. Caron passe en revue les demandes du Groupe de travail sur l'infonuagique.

1. Que le Groupe de travail sur l'infonuagique soit autorisé à réaliser une enquête sur la demande qui serait distribuée à chaque secteur de compétence et servirait à orienter les prochaines étapes.
2. Que le Groupe de travail sur l'infonuagique travaille sur une proposition pancanadienne d'approvisionnement de services infonuagiques; ceci comprend les services infonuagiques qui sont non classifiés et protégés et la gestion des cas.
3. Le Groupe a proposé que Services partagés Canada dirige l'approvisionnement en mettant l'accent sur le catalogue et l'élaboration d'une solution de gestion de cas.
4. Le Groupe de travail a également demandé l'autorisation de passer d'une phase de planification à une



Photo courtesy of City of Toronto

phase d'exécution.

### **Discussion**

- Fred Pitt demande qui représente l'Ontario au sein du Groupe de travail sur l'infonuagique. M. Pitt fait remarquer que la proposition vise à opérationnaliser l'approvisionnement. M. Caron fait savoir que l'objectif consiste à lancer un processus d'approvisionnement officiel selon les 3 volets et également à confirmer que nous pouvons le faire d'une manière pancanadienne. Ils lanceraient l'approvisionnement et l'autre tâche consisterait à réaliser une enquête pour voir comment cela pourrait être utilisé. M. Caron indique que cela permettrait de cibler l'approvisionnement et de mieux comprendre le genre de services infonuagiques envisagés au cours des 18 prochains mois. M. Pitt souligne qu'il s'agit d'un approvisionnement du gouvernement fédéral qui est accessible à d'autres secteurs de compétence. M. Caron confirme que cela serait accessible à d'autres secteurs de compétence et serait organisé comme un service de courtage. Les secteurs de compétence pourraient consulter le catalogue et acheter des services, et les modalités seront établies pour tous les secteurs de compétence. Le secteur de compétence paiera pour l'approvisionnement, mais ceci établit un véhicule. Le premier véhicule comportera un plafond de 20 millions de dollars par fournisseur de services infonuagiques.
- Sandra Cascadden fait savoir que la Nouvelle-Écosse le fait maintenant et publiera vendredi une DP sur IAS pour son centre de données; elle demande comment cela influera sur la négociation et leur position collective. Il y a d'autres choses qui sont en cours et qui pourraient influencer sur les négociations.
- Bette-Jo Hughes indique que la Colombie-Britannique est dans une position semblable à celle de la Nouvelle-Écosse. Ils sont à mettre au point une Dx (une invitation à soumettre des offres) et s'attendent à ce qu'elle soit publiée en mars. Mme Hughes s'attend à ce qu'il n'y ait pas de confusion entre les secteurs de compétence particuliers, Services partagés Canada et les services infonuagiques. Elle espère que le processus sera suffisamment transparent pour que l'on voie comment les fournisseurs répondent à tous les différents types d'approvisionnements. Mme Hughes note que Services partagés Canada ira de l'avant et le fera, mais elle demande aux participants ce qui est nécessaire pour aller de l'avant. Mme Hughes accepte de faire l'enquête sur la demande, mais indique qu'il y aura plusieurs modes au moyen desquels la demande sera comblée. Elle veut préciser que la demande pourrait ne pas être comblée par le marché du GC.

M. Turnbull passe en revue les demandes du Groupe de travail sur l'infonuagique pour approbation.

Les membres approuvent la transition du Groupe de travail du CDPISP sur l'infonuagique d'une phase de planification à une phase d'exécution et la réalisation de l'enquête sur la demande. La troisième recommandation consiste à entreprendre un approvisionnement progressif pour le nuage de la communauté du secteur public

### **Décision 4 :**

Les membres du CDPISP approuvent la transition du Groupe de travail du CDPISP sur l'infonuagique d'une phase de planification à une phase d'exécution.

### **Décision 5 :**

Le CDPISP autorise le Groupe de travail sur l'infonuagique à aller de l'avant avec la réalisation de l'enquête sur la demande.

### **Mesure de suivi n° 2 :**

Serge Caron demande que soient examinées les options afin de rationaliser ces travaux pour qu'ils puissent être terminés plus tôt.



Photo courtesy of City of Toronto

	<p>selon les résultats de l'enquête et ceci pourrait influencer sur les chiffres. M. Caron veut s'assurer qu'il y a un ou deux secteurs de compétence qui suivront l'approvisionnement de très près. Les membres approuvent la troisième recommandation.</p> <p>Sandra Cascadden indique que la Nouvelle-Écosse est intéressée à participer et apprécierait tout ce qui peut être fait pour accélérer ces travaux. M. Caron fait savoir qu'ils pourraient examiner des façons de rationaliser les travaux. Il s'agit également d'une priorité à l'égard de Services partagés Canada.</p>	
3a.	<p><b><u>Cybersécurité (ONGLETS 3A et 3B)</u></b></p> <p>Mark Matz, directeur, Politiques et gestion des enjeux, Direction générale de la cybersécurité nationale, présente aux membres une mise à jour sur la cybersécurité.</p> <p>La Stratégie de cybersécurité du Canada a d'abord été lancée en 2010; elle comportait un plan d'action qui s'étendait sur 5 ans et qui est toujours en place. La stratégie repose sur 3 piliers : protéger les systèmes du GC, nouer des partenariats pour protéger les cybersystèmes essentiels à l'extérieur du gouvernement fédéral et aider les Canadiens à se protéger en ligne.</p> <p>Il y a eu d'importantes initiatives au gouvernement fédéral dans le cadre de la Stratégie de cybersécurité du Canada. Avec le nouveau gouvernement, un engagement de la plateforme est devenu un engagement de lettre de mandat du premier ministre à l'égard d'un ensemble de ministres, la direction devant être assumée par le ministre de la Sécurité publique. L'engagement vise un examen des mesures existantes pour protéger les Canadiens et l'infrastructure essentielle contre les menaces à la cybersécurité. Cet examen aboutira à une stratégie renouvelée ou un cadre de cybersécurité propre au nouveau gouvernement et qui concorde avec la façon dont il veut aborder les choses.</p> <p>L'examen comprendra un processus de consultation des intervenants qui mobilisent le secteur privé (particulièrement les petites et moyennes entreprises), les propriétaires et exploitants d'infrastructures essentielles et les provinces et territoires pour obtenir leurs idées sur la façon de faire avancer la stratégie de cybersécurité au Canada. Les consultations publiques seront structurées en fonction de thèmes énonçant les raisons fondamentales pour lesquelles un gouvernement serait intéressé à la cybersécurité et pour lesquelles il pourrait vouloir prendre des mesures, les principes à l'égard desquels un gouvernement pourrait agir et les secteurs d'intervention plutôt que les cibles que nous voudrions protéger.</p> <p>Le document de consultation publique sera diffusé en avril et devra être approuvé par les ministres. La consultation se déroulera sur quatre mois, s'adressera aux groupes des principaux intervenants et comportera une composante en ligne. Les responsables parleront aux provinces et territoires et à des groupes comme le</p>	<p><b><u>Mesure de suivi 3 :</u></b></p> <p>Demande que la Table des SM FPT sur la cybersécurité présente régulièrement des rapports sur ses travaux aux réunions à venir du CDPISP.</p>





Photo courtesy of City of Toronto

CDPISP. Un livre blanc (cadre) est attendu à l'automne 2016, ainsi que d'autres consultations.

En même temps, le gouvernement fédéral élabore des dispositions législatives pour protéger les cybersystèmes essentiels, tel que décrit dans le budget en 2015. Les dispositions législatives visent des éléments de compétence fédérale, mais il y a également un lien vers d'autres secteurs de compétence. Une lacune se rattache au fait qu'il n'y a pas d'exigence fondamentale voulant que les propriétaires et les exploitants d'infrastructures disposent d'une norme minimale en matière de cybersécurité. Les niveaux de réglementation sont minimes et comprennent habituellement la révocation de la licence de la personne plutôt que d'exiger qu'elle respecte un genre de norme. On étudie des plateformes pour collaborer avec des DPI exploitants particuliers.

M. Matz souligne la participation de la Table des SM FPT sur la cybersécurité. Ce groupe a relevé des domaines de préoccupation et des mesures qu'il pourrait prendre. Les membres de la Table des SM ont convenu de quatre secteurs où ils peuvent collaborer et élaborer des mesures concernant : 1) le partage de l'information et la réponse aux incidents, 2) la sensibilisation du public, 3) les normes et pratiques exemplaires en matière de cybersécurité et 4) l'éducation et la gestion des talents. Le plan d'action est ambitieux, mais le fait est que la cybersécurité touche les mandats de tous les ministères et secteurs de compétence.

Le SCDPI a été chargé de donner suite à deux activités et d'envisager un meilleur alignement de la Table sur le CDPISP. L'autre secteur était axé sur des lignes directrices et normes communes visant la promotion des infrastructures essentielles, la sensibilisation du public et la façon dont les secteurs de compétence pourraient vouloir intégrer la cybersécurité à leur système d'éducation.

M. Matz fait savoir qu'il aimerait présenter le Plan d'action révisé à la Table des SM. Il demande aux membres du CDPISP de réfléchir à qui, au sein de leur organisation, serait le mieux placé pour siéger à la Table des SM FPT sur la cybersécurité. Il demande également aux membres comment ils voient leur participation au processus d'examen.

### **Discussion**

- Bette-Jo Hughes mentionne qu'elle a assisté à la Table des SM sur la cybersécurité et qu'il y avait de nombreux DPI et de nombreuses personnes du côté de la sécurité. Elle indique que les sujets sur lesquels la Table des SM se concentre déterminent les ministères et représentants qui se retrouvent à la table. Par exemple, si le sujet se rattache aux opérations et aux normes, le travail revient à cette table et au SCDPI.
- Sandra Cascadden convient qu'il s'agit de deux volets et souligne qu'il y a un rôle pour le CDPISP et ses sous-comités que nous pourrions soutenir.



Photo courtesy of City of Toronto

- M. Turnbull demande si une délégation officielle de ce groupe devrait assister à la prochaine réunion de la Table des SM FPT. Rick Ouellette indique qu'il est coprésident de la Table des SM FPT sur la cybersécurité. Il note le besoin de commencer avec les exigences opérationnelles selon une approche à plusieurs niveaux et intégrée du point de vue d'un gouvernement et ajoute que les DPI doivent certainement être impliqués. M. Ouellette a envoyé au coprésident de la Table des SM quelques liens et diapositives pour mettre à profit ce qui existe.
- M. Matz convient qu'il y a beaucoup de chevauchement entre les DPI et la Table des SM. Il indique qu'il est d'accord pour que différents volets de travail soient discutés par différentes tables et souligne que le fait de tenter de regrouper tous les renseignements à une table ne fonctionne pas bien.
- Mme Hughes indique que l'on n'est pas certain du moment où la demande du greffier a été reçue et qu'elle peut avoir été interprétée différemment par les secteurs de compétence. La Table des SM doit être rehaussé à un niveau de cybersécurité national, mais ses objectifs doivent être énoncés avec plus de clarté pour déterminer comment le CDPISP peut appuyer ce travail. Elle recommande que la Table des SM présente régulièrement des rapports au CDPISP.
- Mark Brisson fait savoir qu'il a lui aussi participé à la Table des SM et qu'il semble y avoir de la confusion pour ce qui est de savoir si elle traite de sécurité publique ou de l'aspect GI-TI. D'autres précisions sont nécessaires et nous pourrions ensuite l'appuyer.
- M. Turnbull souligne que lorsque nous parlons de l'infrastructure essentielle du pays, une grande partie de cette infrastructure est traitée au niveau municipal et, à l'heure actuelle, les discussions ont lieu au niveau FPT; il y aura donc un palier de gouvernement qui constituera le maillon le plus faible parce qu'il n'a pas fait partie de la conversation.

3b. **Mise à jour du Sous-comité des DPI sur la protection de l'information (SCDPI)**

Kent Schramm, président du SCDPI, et Gary Perkins, vice-président du SCDPI (par téléconférence), font le point sur les travaux du groupe. M. Schramm fait savoir que le Sous-comité tient des téléconférences mensuelles, mais que la participation varie. La participation aux réunions en personne du SCDPI est encore moins élevée. M. Schramm demande aux membres d'encourager la participation au Sous-comité.

En novembre 2015, le SCDPI a tenu une réunion en personne à Ottawa et les participants ont discuté de sensibilisation à la sécurité. Le Sous-comité cherche des façons nouvelles et novatrices de sensibiliser les utilisateurs. Le partage de l'information entre secteurs de compétence a pour résultat que les secteurs de





Photo courtesy of City of Toronto

compétence n'ont pas à réinventer la roue. Certains secteurs de compétence ont la responsabilité de sensibiliser les citoyens de leur province et ils étudient ce volet. La réponse aux incidents est un aspect qu'il est important de partager entre secteurs de compétence. Le SCDPI a fait des travaux sur l'évaluation des risques, le partage de l'information sur les menaces, la participation à des discussions sur le nuage ainsi que des domaines qui concernent des secteurs de compétence particuliers et l'atténuation des risques liés aux voyages à l'étranger et la sécurité des dispositifs de TI. Ils ont également discuté de talent en matière de cybersécurité; et de la concurrence pour recruter des personnes talentueuses dans une industrie très concurrentielle. Le SCDPI a tenu des discussions sur le recrutement et a examiné la classification des données et les campagnes de hameçonnage. Lors de la réunion du 7 janvier 2016 des DPI, des représentants du SCDPI ont présenté un rapport sur les privilèges administratifs. Le SCDPI a tenu plusieurs téléconférences sur la sensibilisation à la sécurité, mais M. Perkins a noté que la participation a été sporadique. Il y a beaucoup de partage d'information et de documents à ces téléconférences, qui sont une occasion d'échanger une fois et d'utiliser de nombreuses fois.

M. Schramm souligne les demandes de soutien à l'égard de la participation et des déplacements pour les membres du SCDPI. Les membres du Comité font remarquer que certains SM à la table ne sont pas responsables de la cybersécurité. On craint que les SM n'engagent des ressources qui ne leur appartiennent pas. Les membres du Comité demandent au CDPISP d'appuyer le Plan d'action sur la cybersécurité de Sécurité publique, mais soulignent qu'il est parfois difficile de respecter les délais établis pour ces projets. Ils suggèrent que le CDPISP envisage que le personnel chargé de la cybersécurité offre des séances d'information trimestrielles aux SM pour qu'ils aient le sentiment que tout se déroule bien.

### Discussion

- Mme Hughes encourage ceux qui ne participent pas à le faire puisqu'il s'agit d'une façon peu coûteuse de partager l'information et que cette option offre le plus de valeur. Elle demande comment les municipalités participent à ce Comité. M. Turnbull fait savoir qu'un représentant municipal siège au SCDPI. Mme Hughes indique qu'à la réunion FPT de juin 2015, il y a eu une discussion concernant Sécurité publique et la fourniture de ressources pour appuyer le travail du SCDPI, et qu'ils ont convenu que des ressources pourraient être libérées. Il pourrait ne pas s'agir de personnes à temps plein, mais le CDPISP pourrait examiner ceci pour accroître le travail du Comité.
- Norman McDonald suggère que le SCDPI utilise le modèle utilisé par les conseils mixtes pour leurs réunions, c'est-à-dire de tenir la réunion d'hiver à Toronto et l'autre réunion à un autre endroit au Canada.
- M. Pitt demande s'il y a des exemples où des renseignements d'un secteur de compétence ont profité à



Photo courtesy of City of Toronto

	<p>d'autres secteurs de compétence; il indique que ce serait une bonne chose de tenir compte de ces exemples afin d'appuyer les demandes de voyages et pour les discussions avec les sous-ministres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>John Messina fait savoir qu'ils ont fait beaucoup de travail sur la réponse et le plan de gestion des événements et qu'il veut s'assurer qu'il y a un lien entre le niveau fédéral et les provinces/municipalités. Rita Whittle indique qu'il y a un lien en matière d'infrastructure essentielle par l'entremise de Sécurité publique et de la gouvernance de l'intervention d'urgence fédérale. Mme Whittle accepte de partager avec les membres le plan de gestion des événements de cybersécurité.</li> <li>M. Brisson souligne qu'il est important d'assurer la participation au SCDPI. Pour demeurer au fait des campagnes de hameçonnage, il faut partager l'information avec les alertes.</li> </ul>	
4.	<p><b><u>Table ronde sur le partage de l'information (ONGLETS 4A à 4N)</u></b></p> <p>On avait demandé aux secteurs de compétence de communiquer leurs activités et priorités clés (consulter les ONGLETS 4A à 4N pour obtenir des renseignements). Il convient de souligner que seules les discussions et questions découlant de chaque mise à jour sont consignées dans le compte rendu.</p> <p><b><u>1. Colombie-Britannique – Bette-Jo Hughes</u></b></p> <p><b><u>Discussion</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>M. Brisson fait connaître son intérêt pour la DP relative au nuage. Y a-t-il un nombre maximum de fournisseurs ou s'agit-il d'un modèle de courtage qui les regroupe tous? Mme Hughes indique qu'il s'agit d'un modèle de courtage. Au moment de traiter des logiciels, on veut utiliser le nuage de la C.-B. pour promouvoir le secteur de la technologie de la C.-B. et donc s'en servir pour obtenir de la visibilité et faire en sorte qu'il soit plus facile de consommer les services. M. Brisson fait savoir qu'il est intéressé à voir qui se manifestera, et qu'il s'agit d'une capacité de gestion qui intéressera de nombreuses personnes. Il s'informe au sujet de la carte de services de la C.-B. et du pourcentage de la population actuelle qui a une carte d'identité ou qui a changé son permis de conduire. Mme Hughes répond qu'environ 3 millions des 4,6 millions de cartes sont des cartes de services. Les gens ont la possibilité d'avoir une carte de services et un permis de conduire, ou ils peuvent combiner les deux. On constate que les gens préfèrent avoir les deux cartes car ils peuvent ainsi présenter deux pièces d'identité du gouvernement.</li> <li>M. Messina s'informe au sujet des inquiétudes entourant la souveraineté des données sur le nuage, des réflexions à ce sujet et de toute préoccupation concernant l'inclusion de cet élément. Mme Hughes fait savoir que la C.-B. et la N.-É. ont le libellé le plus strict en matière de souveraineté des données dans les lois sur</li> </ul>	



Photo courtesy of City of Toronto

l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Ils ont eu à déterminer les qualifications appropriées nécessaires. Des représentants de la C.-B. ont travaillé avec des agents des politiques et de la législation ainsi qu'avec le Commissariat à la protection de la vie privée et leur ont montré ce qui est disponible maintenant. La C.-B. s'est concentrée sur l'élément Office 365 et Microsoft a fourni des séances d'information aux sous-ministres concernant leur sécurité. Les fournisseurs demandent qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire pour qu'ils puissent se conformer. L'autre défi se rattache aux obligations et ententes existantes à leur égard, avant l'arrivée sur le marché. M. Messina demande s'ils ont le choix d'utiliser le fournisseur qu'ils veulent. Mme Hughes répond que cela dépend des obligations contractuelles.

- Sean McLeish s'informe au sujet d'Office 365 et demande quelle est la proposition de valeur. Mme Hughes répond qu'ils travaillent à établir la proposition de valeur. Leur actuel contrat de licence arrive à échéance à la fin de mars 2016, et ils doivent donc faire quelque chose. Chaque entité devra faire une analyse de rentabilisation. Un autre problème avec Microsoft est la question de savoir s'il faut acheter l'ensemble ou les parties.

## **2. Yukon – Sean McLeish**

### **Discussion**

- M. McLeish s'informe au sujet des approvisionnements du gouvernement fédéral en matière de produits et de services et souhaite en savoir plus sur Microsoft et Oracle. M. McLeish suggère qu'à la suite de la discussion de la veille, nous envisagions des ressources dédiées qui se rattachent à la plateforme de l'identité et quelques autres initiatives, une démarche où nous pouvons faire des regroupements selon des valeurs communes. Tous commencent à entreprendre des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée; y a-t-il une pratique exemplaire pour ce qui est de définir comment il convient de regarder les renseignements personnels. Un autre point concerne les évaluations des menaces à la sécurité et la considération d'une approche nationale en remplacement de Microsoft. M. Pitt suggère que le Comité de recherche des conseils mixtes détermine ce qui a été fait dans les organisations et mette cette information à la disposition de tous.
- Mme Hughes indique que le Sous-comité de la protection de la vie privée a examiné les EFVP et les pratiques exemplaires. Le SCDPI a également fait cela relativement aux ESMR. On se demande où se trouve le dépôt qu'il serait possible de consulter. M. McLeish fait savoir qu'il entend militer en faveur d'une solution pour les titres de biens-fonds, et Mme Hughes indique que la C.-B. vient d'en élaborer une et que ses représentants peuvent fournir davantage de renseignements.

## **3. Alberta – Mark Brisson et Cathryn Landreth**





Photo courtesy of City of Toronto

Aucun commentaire ni question.

#### **4. Manitoba – Marion Guinn**

##### **Discussion**

- Kathryn Bulko demande si le Manitoba avait choisi Quorum à titre de solution de gestion de cas. Mme Guinn répond qu'ils avaient choisi Quorum parce qu'ils voulaient une solution globale et non seulement remplacer des éléments.
- Mme Hughes fait savoir qu'ils sont allés avec Deloitte pour leur logiciel de gestion de cas intégrée et qu'il y a eu des problèmes liés à la mise en œuvre, mais que ceux-ci se rapportaient davantage à la gestion du changement.

#### **5. Ontario – Fred Pitt**

##### **Discussion**

- John Messina demande à M. Pitt de clarifier leur structure organisationnelle. M. Pitt répond qu'il y a neuf DPI qui relèvent de différents sous-ministres, mais qu'ils rendent tous compte au DPI de l'organisation. Il y a deux autres DPI : le stratège en chef de l'information auprès de Politiques et architecture d'entreprise et le stratège en chef de l'infrastructure.
- M. Brisson s'informe au sujet du processus de gestion du portefeuille des applications. M. Pitt répond que l'Ontario a dressé un inventaire des applications. Par le passé, ils avaient le MAPS, qui était une mesure corrective visant certaines de leurs anciennes solutions, mais qu'ils n'ont pas un système de gestion de portefeuille à l'échelle de l'organisation. Dans certains cas, les regroupements incluent cette tâche dans leurs responsabilités. L'Ontario commence à le faire maintenant au niveau de l'organisation afin de relever les gains d'efficacité possibles et les dépenses en double. M. Brisson note la classification pour le nuage parce qu'ils ont mené le même processus relativement à leur plan de reprise après sinistre, où bon nombre des applications sont identifiées comme étant essentielles alors qu'elles ne le sont pas mais qu'il s'agit en fait d'une classification administrative.
- Serge Caron fait savoir qu'il pourrait partager des renseignements sur la GPA du gouvernement du Canada (approche, méthodologie).



Photo courtesy of City of Toronto

- John Messina souligne que le SCT a catalogué chacune de ses applications et qu'il serait utile de voir les renseignements qui sont saisis dans le catalogue; applications essentielles.
- Fred Pitt demande si le GC a fait une mise à jour corrective. M. Messina répond que le GC veut maintenant avoir une idée des correctifs des applications. M. Pitt indique que l'Ontario y travaille maintenant et qu'une collaboration à ce sujet pourrait être intéressante.
- Bette-Jo Hughes fait savoir que la C.-B. travaille à un inventaire de toutes ses applications et infrastructures, qui indique l'étape du cycle de vie; ils utilisent cette information pour la planification des investissements. Mme Hughes peut présenter un profil à ce sujet en septembre.
- M. Pitt note qu'à mesure que l'Ontario modernise sa gouvernance entourant l'architecture d'entreprise, elle apporte des activités aux tables de gouvernance. L'Ontario élargit la gouvernance et en fait un partenariat.

#### **6. Nouveau-Brunswick – Rick Ouellette**

##### **Discussion**

- Rick Ouellette offre de transmettre les deux études suivantes au Secrétariat aux fins de distribution : Ernst & Young, *New Case for Shared Services* (2014) et *Leveraging COSO Across the Three Lines of Defense* de l'Institut des auditeurs internes.  
 Remarque : les membres du CDPISP ont reçu un lien vers le rapport le 25 février 2016 par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC.

#### **7. Nouvelle-Écosse – Sandra Cascadden**

##### **Discussion**

- Fred Pitt interroge Mme Cascadden au sujet de sa référence aux liens avec les entreprises qui arrivent en ville. Mme Cascadden donne l'exemple suivant : un groupe opérationnel fait venir une entreprise américaine qui souhaite exercer des activités dans le domaine des soins de santé et qui offre un service que nous recherchons, le gouvernement est disposé à leur donner une subvention pour les dépenses salariales et nous cherchons ce service, pourquoi ne pourrions-nous pas négocier pour qu'ils fournissent ce service au gouvernement? Nous ne tirons pas pleinement profit des possibilités. Certaines entreprises viennent pour obtenir la subvention pour les dépenses salariales et déménagent à une autre province pour obtenir une autre subvention. Il faut tenir ces conversations au gouvernement au sujet de l'intérêt à cet égard.



Photo courtesy of City of Toronto

- Mark Brisson s'informe au sujet de la structure de gouvernance de la Nouvelle-Écosse. Mme Cascadden répond qu'elle fait partie d'une organisation de services partagés (ministère des Services internes) qui est distincte du Conseil du Trésor.
- John Messina indique qu'il aimerait en savoir plus sur les différents modèles de services partagés.
- Serge Caron s'informe au sujet du SAP S4 et demande si Mme Cascadden entend mettre cela à profit à court terme. Mme Cascadden indique que la Nouvelle-Écosse a négocié cela dans le contrat, mais qu'elle est prudente à ce sujet. M. Caron donnera suite à cette question avec Mme Cascadden.

#### 8. Île-du-Prince-Édouard – Norman MacDonald

Les membres n'ont pas d'autre commentaire ni question à présenter.

#### 9. ASIM Canada – Kathryn Bulko

Les membres n'ont pas d'autre commentaire ni question à présenter.

#### 10. **Gouvernement du Canada – Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada**

##### Discussion

- M. Turnbull s'informe au sujet du site Données ouvertes. John Messina répond que le gouvernement demande aux ministères de placer des ensembles de données sur ouvert.canada.ca et tente de passer aux formats ouverts. M. Messina fait savoir qu'ils travaillent avec leur Bibliothèque et Archives concernant l'information ouverte et les données ouvertes et qu'ils étudient la façon de passer des données publiées aux données archivées. Stephen Walker, qui fait partie de l'équipe de M. Messina, travaille sur ce dossier.
- Fred Pitt s'informe au sujet de l'orientation du gouvernement fédéral en matière de prestation de services et de la situation dans les secteurs de compétence. A-t-on une indication quant à la façon dont les discussions commenceront? M. Messina répond qu'il n'y a pas encore d'orientation et qu'il ne sait pas comment la consultation se déroulera, mais que des comités existent et que la consultation pourrait se faire au moyen de ceux-ci.





Photo courtesy of City of Toronto

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bette-Jo Hughes demande aux membres s'ils sont d'accord pour que l'information soit partagée à plus grande échelle. Les membres conviennent que les documents peuvent être communiqués entre collègues du secteur public, mais non au grand public.</li> </ul>	
5a.	<p><b>Rapports de mise à jour des sous-comités et groupes de travail du CDPISP (ONGLETS 5A, 5B et 5C)</b></p> <p><b><u>Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI (ONGLET 5A)</u></b></p> <p>Kathryn Bulko, présidente du Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI, fait le point sur les travaux en cours du groupe. Elle indique que le groupe a été créé en 2010. L'an dernier, le groupe n'a pas été aussi efficace qu'il aurait pu l'être. Elle a examiné le mandat du groupe avec ses membres et ils ont convenu de ne faire aucun changement. À la suite de la discussion à la réunion des comités mixtes au sujet de l'examen de tous les sous-comités et groupes de travail, il pourrait y avoir une possibilité de discuter de nouveau avec les membres au sujet de changements à apporter au mandat. Le groupe compte présentement 21 représentants, à l'exception de la Saskatchewan et de l'Î.-P.-É.</p> <p>Mme Bulko souligne qu'il y a un grand intérêt pour ce qui est de mettre à profit les contrats fédéraux ou de participer à certains approvisionnements conjoints. En février dernier, TPSGC a reçu l'autorisation de permettre l'accès aux contrats fédéraux. TPSGC a transféré l'approvisionnement en matière de contrats de TI à Services partagés Canada, mais l'organisme n'avait pas le pouvoir de partager. Services partagés Canada s'est maintenant vu octroyer la même autorisation de partager. Le Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI a invité la directrice de la Politique d'approvisionnement de Services partagés Canada, Mary McKay, à la prochaine réunion pour parler des contrats qui seront traités en priorité, recyclés ou mis à jour. Serge Caron a également été invité à la prochaine réunion du groupe pour parler de l'exercice d'approvisionnement en nuage à l'égard duquel les municipalités pourraient fournir de l'aide.</p> <p>Mme Bulko s'informe de la possibilité de tirer profit des contrats mentionnés dans la discussion d'aujourd'hui, qui ont été négociés entre secteurs de compétence. Mme Hughes fait savoir que lorsqu'ils iront sur le marché, on veillera à ce que les services puissent être étendus aux municipalités.</p> <p><b><u>Sous-comité de la gestion de l'information (GI) (ONGLET 5B)</u></b></p> <p>Cathryn Landreth, la présidente du Sous-comité de la GI, fait le point sur les travaux en cours du groupe. Elle fait savoir que le Comité a lancé un appel pour trouver des membres après la réunion de septembre dernier, et a mis à jour sa liste de membres. Le Comité se concentre sur trois thèmes : Gouvernance et politique en matière de GI, Développement des compétences et des capacités et Nouvelles tendances. En janvier, les membres du Sous-comité ont examiné la liste avec le CDPISP. En ce qui concerne Gouvernance et politique en matière de GI, il y a</p>	<p><b><u>Mesure de suivi 4 :</u></b></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC doit fournir les mises à jour des sous-comités et des groupes de travail soumises pour les réunions en personne avec les coprésidents des autres comités et groupes.</p> <p><b><u>Mesure de suivi 5 :</u></b></p> <p>Demande que les travaux de tous les comités et groupes de travail soient réunis en « trousseaux d'outils » (dépôt) de sorte que ces renseignements puissent facilement être consultés par les membres actuels et les nouveaux membres.</p>



Photo courtesy of City of Toronto

un intérêt à l'égard des modèles de maturité de la GI – qui les a, qui a des modèles de GI relativement élaborés, l'accent étant mis particulièrement sur les mesures et les critères. Ils ont aussi examiné la possibilité de mettre à jour leur dépôt de cadres et de politiques de GI en prévision de ce qui ressortira de la conversation des conseils mixtes au sujet du gouvernement numérique – à quoi cela ressemble-t-il et qu'est-ce qui est requis en tant que réponse moderne en gestion de l'information. Un point d'intérêt important est la gestion des courriels, et le Sous-comité a été chargé de présenter les principes de la gestion des courriels. Le Sous-comité a obtenu l'appui général du Conseil à Yellowknife. La majorité des problèmes dans ce domaine se rattachent à l'élimination et à des questions semblables. Une des questions soulevées au cours de la conversation est de savoir qui a une solution d'élimination des dossiers électroniques qui utilise effectivement la capacité d'élimination. Si quelqu'un a des renseignements sur les systèmes de gestion des documents et sur l'élimination des documents, le Sous-comité aimerait les recevoir. En ce qui concerne les Nouvelles tendances, les membres du Sous-comité ont eu une bonne discussion et trois municipalités participent à cet effort axé sur les considérations de GI dans le cadre d'une stratégie en matière d'infonuagique. La gestion de l'information comporte plusieurs points de contrôle, soit la sécurité, la classification et l'élimination. Les membres du Sous-comité travailleront avec le Groupe de travail sur l'infonuagique pour veiller à ce que les exigences en matière de GI soient incluses dans la stratégie en matière d'infonuagique.

Mme Landreth soulève des préoccupations au sujet de la mobilisation et de la participation des membres. Au cours des quelques dernières années, la majorité du travail a été fait par les représentants du gouvernement fédéral et de l'Alberta. Cela constitue un défi et un point que le Conseil doit prendre en considération. Mme Landreth soulève également un chevauchement dans les comités, soit les comités de la protection de la vie privée, de l'infonuagique et des données ouvertes. Au cours des quatre dernières années, le Comité n'a été chargé que du protocole relatif au courriel, mais il continuera de travailler dans les trois domaines susmentionnés. Le Comité pourrait également fournir de l'aide relativement à d'autres sujets discutés aujourd'hui, comme le travail fait par Bibliothèque et Archives Canada, qui a une composante de GI.

### **Nous sommes ici.**

- Sandra Cascadden fait savoir qu'elle a de la difficulté avec cette question dans son propre service; on tente de trouver quelque chose de vraiment tangible que cette équipe puisse fournir, mis à part une politique et des normes. Il est important pour nous de trouver quelque chose que le Comité peut fournir et qui va au-delà de la politique et des normes. Un des domaines est la gestion de l'information en nuage et la façon dont nous allons faire cela. La TI s'occupe de la souveraineté des données; que devons-nous inclure dans les conditions des contrats en ce qui concerne les données et l'accès aux données? Cela serait utile lors des conversations avec les fournisseurs de services infonuagiques et il s'agit d'un bon livrable.
- Bette-Jo Hughes demande ce qui arrive aux données lorsque l'on cesse d'utiliser ce service. Dans certains



Photo courtesy of City of Toronto

cas, les données sont retournées aux personnes, mais non les métadonnées, et les données sont donc inutiles. À titre d'information, en C.-B., l'ensemble du dossier de GI a été déplacé au ministère des Finances. Une fois que nous aurons vu le plan de travail en matière de gouvernance numérique, nous pourrions déterminer ce qui doit être fait et nous pourrions y concentrer notre attention et nos ressources.

- Serge Caron indique qu'en ce qui concerne les clauses de sortie et la souveraineté des données, il y a eu beaucoup de dialogue. Un des points qui sont ressortis se rattache aux règles de conservation que vous appliquez dans le contexte de services infonuagiques, et ce point a fait l'objet de très peu de discussions.
- Harry Turnbull demande que les travaux de tous les comités et groupes de travail soient réunis en « trousse d'outils » (dépôt) de sorte que ces renseignements puissent facilement être consultés par les membres actuels et les nouveaux membres.

#### **Groupe de travail sur la politique en matière de TIC (ONGLET 5C)**

Charlotte Ward, la présidente du Groupe de travail sur la politique en matière de TIC (par téléconférence) fait le point sur les travaux en cours du groupe. Le Groupe de travail sur la politique en matière de TIC a été créé en 2014. Mme Ward s'est jointe au groupe en tant que présidente en janvier 2016. Elle fait savoir qu'en ce qui concerne la composition du Groupe de travail, l'Alberta et l'Î.-P.-É. ne sont pas représentés, mais tous les autres secteurs de compétence y participent activement. Le mandat du Groupe a été approuvé l'automne dernier. Les membres collaborent à l'élaboration d'un plan de travail dans des domaines d'intérêt commun (GI, gestion des services en tant que discipline, données ouvertes, gouvernement ouvert, numérique et considérations des TIC liées à la sécurité et à la protection de la vie privée). Les membres du Groupe utilisent le site Web Service public sans frontières pour partager des documents existants sur de nombreux sujets, y compris leurs portefeuilles de politiques. Ils ont également été invités à participer à des discussions avec le Groupe de travail sur l'infonuagique.

#### **Discussion**

- Harry Turnbull demande si le CDPISP devrait en faire davantage pour ce qui est d'attribuer au Groupe de travail sur la politique en matière de TIC le travail d'élaboration de politiques dont peuvent être chargés les autres sous-comités, ou si le travail d'élaboration de politiques devrait être assumé par le sous-comité qui a été chargé de la tâche. Mme Ward indique qu'ils ont été invités à assister aux travaux du Groupe de travail sur l'infonuagique, mais qu'ils ne font pas de travail d'élaboration de politiques pour lui. Jusqu'à maintenant, le groupe n'a entrepris aucun travail d'élaboration de politiques à l'échelle du Canada en matière d'infonuagique.
- Sandra Cascadden suggère que les comités et groupes de travail interagissent davantage les uns avec les autres et elle encourage les groupes à continuer à s'inviter l'un l'autre et à transmettre les livrables pertinents





	aux groupes appropriés.	
6.	<p><b><u>Autres affaires :</u></b></p> <p>John Messina remercie Harry Turnbull d’avoir coprésidé les réunions du CDPISP au cours des dernières années.</p> <p>M. Messina fait savoir que la prochaine réunion en personne du Conseil aura lieu du 13 au 15 septembre 2016 à Victoria, en Colombie-Britannique.</p> <p>Les coprésidents remercient tous les membres et observateurs de leur participation.</p>	
	<b>La réunion est levée à 16 h HNE</b>	